



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le capitalisme, un obstacle pour lutter efficacement contre le virus



Dans les centres de vaccination restés vides durant des jours, de nombreuses doses de vaccin ont dû être jetées faute de pouvoir être injectées dans les délais. Pendant ce temps, des médecins et des soignants ne recevaient pas leur convocation pour se faire vacciner et personne ne pouvait leur dire à qui ils devaient s'adresser. C'est que le gouvernement avait confié l'envoi des convocations à une entreprise privée rapidement dépassée par cette tâche.

Ce fiasco rappelle celui des masques Avrox, commandés par millions à une entreprise fondée exprès par trois hommes d'affaires attirés par l'argent de l'État. Ces masques sont aujourd'hui déconseillés d'utilisation, car potentiellement cancérogènes...

Pour chaque aspect de la lutte contre le virus, les gouvernements s'en remettent « au marché » : pour les vaccins ce sont des groupes pharmaceutiques mondiaux qui dictent leurs conditions et leurs prix ou, pour d'autres protections, une poignée d'affairistes sans scrupules ni compétences particulières.

Devant ce fiasco, les politiciens rejettent la faute sur la population. Les centres de vaccination sont-ils vides ? C'est au tour des vieux d'être traités « d'égoïstes », car ils hésiteraient à se faire vacciner, au détriment des jeunes « qui ont fait beaucoup d'efforts et doivent retrouver une vie sociale ». Hier encore, « les égoïstes », c'étaient les jeunes qui faisaient la fête...

Accabler la population pour masquer leurs responsabilités : voilà la politique des dirigeants. Eh bien, qu'ils ne s'étonnent pas que la population ne leur fasse pas confiance !

Les travailleuses et les travailleurs n'ont pas de preuve à donner de leur implication dans la lutte contre l'épidémie. Ce sont eux qui font tourner la société en dépit du virus, dans les hôpitaux, les usines et les champs, les transports, partout !

Mais les dirigeants de la planète gèrent la crise sanitaire du seul point de vue de la bourgeoisie, en respectant scrupuleusement le cadre capitaliste : le profit maximum, la propriété privée et le secret commercial. Cette gestion est non seulement contraire aux intérêts des travailleurs mais elle est également inefficace au regard de la lutte contre le virus.

Pour la population, ce sont les restrictions sur la vie personnelle, les interdits et les sanctions avec comme seul horizon : « Va bosser coûte que coûte puis reste enfermé chez toi ». Pour les capitalistes et le grand patronat, un minimum de contraintes et de perturbations, ils tiennent à ce que

leurs affaires continuent et rapportent.

Résultat, le gouvernement traque le virus pendant les heures de loisirs, mais il le laisse courir dans les entreprises où les protocoles sanitaires sont impossibles à tenir, vu les rythmes imposés et les contraintes des postes. À cela s'ajoutent des transports en commun bondés et des établissements scolaires sans véritables moyens de lutter contre les contaminations.

Quant à la vaccination, les grands laboratoires pharmaceutiques détiennent la clé de la situation. Cherchent-ils à unir leurs efforts pour accélérer la fabrication ? Partagent-ils leurs connaissances en se communiquant les brevets ? Non ! Les actionnaires de chaque laboratoire n'ont qu'un objectif : vendre leur vaccin et encaisser les profits. Mais pour investir dans les chaînes de fabrication de façon à produire les doses commandées et payées, ils ne sont pas pressés, comme on le voit avec les retards de livraison !

La situation exigerait de mettre en commun le savoir des chercheurs et les moyens de production, mais la concurrence et la propriété privée l'interdisent. Il faudrait de la coopération et de la planification, mais les laboratoires imposent l'opacité et le secret commercial.

Nous vivons dans une société qui place la propriété capitaliste et le profit au-dessus de tout. Les capitalistes sont incapables de répondre à une « mobilisation générale » dans

l'intérêt de l'humanité dans cette pandémie. Ils ne se mobilisent que s'il y a suffisamment de bénéfiques à en tirer.

Les politiciens au service d'une telle organisation sociale sont impuissants, même s'ils voulaient faire autrement. A présent, ils baladent l'opinion publique avec le passeport vaccinal, alors que ceux qui veulent se faire vacciner ne le peuvent pas !

Les chercheurs, les ingénieurs, les ouvriers à la production des entreprises pharmaceutiques, comme le personnel hospitalier ou celui des maisons de repos : chacun donne tout ce qu'il peut dans le combat, alors même qu'ils subissent les uns les restrictions budgétaires, les autres la précarité.

Mais tous ces efforts collectifs sont gâchés par l'organisation capitaliste de la société : tout comme du virus, il faut se débarrasser du capitalisme !

Covax :

loin des besoins réels

Le programme Covax de l'OMS organise une distribution de vaccins auprès des pays les plus démunis, à partir de dons des pays riches. Certains pays africains viennent de recevoir leurs premières doses le 2 mars.

Ce serait en effet indispensable de vacciner partout sur la planète pour bloquer la progression de la pandémie et l'apparition de variants du virus. Mais même dans les pays riches c'est encore loin d'être le cas.

Au Nigéria, 4 millions de doses sont arrivées et il en est prévu 16 millions au cours des prochains mois, pour un pays qui compte... 200 millions d'habitants !

L'OMS déplore la réduction du nombre de doses allouées à Covax, à cause, dit-elle, de « certains pays

riches » qui s'accaparent le vaccin. Pour une véritable organisation mondiale de la santé il faudra une économie débarrassée des frontières et de la concurrence capitaliste.

Pfizer : le monde à l'envers

Pfizer annonce 40 suppressions d'emplois à son implantation de Zaventem, un salarié sur six. Il s'agit du service « planning externe » et la direction prévoit de le délocaliser vers la Roumanie pour « mieux centraliser et améliorer son efficacité ».

Il s'agit plutôt de profiter de salaires plus bas pour faire encore plus de profits ! Les dividendes versés l'an passé atteignaient 8,4 milliards de dollars. Avec une exploitation « améliorée et plus efficace », sur le dos des travailleurs en Roumanie comme en Belgique, les actionnaires prévoient de s'enrichir encore plus.

Les actionnaires cherchent à diviser les travailleurs. Mais en défendant ensemble leurs salaires et conditions de travail contre la soif de profit des actionnaires, les travailleurs peuvent se renforcer. Il faudra même qu'ils finissent par faire tourner eux-mêmes l'entreprise pour produire des vaccins et des médicaments utiles pour ceux qui en ont besoin !

Le monde à l'endroit, quoi.

C'est dans leur nature

« Le capital a horreur de l'absence de profit ou des très petits profits comme la nature a horreur du vide. Quand le profit est adéquat, le capital devient audacieux. Garantissez-lui 10%, et on pourra l'employer partout ; à 20%, il s'anime ; à 50%, il devient carrément téméraire ; à 100 %, il foulera aux pieds toutes les lois humaines ; à 300%, il n'est pas de crime qu'il n'osera commettre, même s'il encourt la

potence. » (PJ Dunning, cité dans « Le Capital » de Karl Marx).

Karl Marx ne connaissait pas le Coronavirus, mais il avait étudié l'ADN des capitalistes... et aussi le remède : le socialisme !

Les pompiers pyromanes contre la peste brune

Le parti d'extrême droite allemand AfD qui a 80 élus dans les parlements, national et régionaux, devait être placé sur écoute par les renseignements de l'Etat allemand. Cette même section de la police qui a, de façon avérée, couvert pendant des années, le groupe terroriste d'extrême droite NSU...

En France, le gouvernement a interdit le groupement fasciste des Identitaires. Et dans le même temps, il veut faire la chasse dans les universités à « l'islamo-gauchisme », un terme inventé tout exprès, qui vise tous ceux qui s'opposent au racisme ambiant entretenu par le gouvernement, la droite et l'extrême-droite qui cultivent l'amalgame entre musulmans et islamistes.

En Belgique, une procédure a été ouverte pour éventuellement lever l'immunité parlementaire de Driess Van Langenhove, fondateur du groupe Schild en Vrienden qui cultive la violence contre tous ceux qui ne sont pas comme eux ou ne pensent pas comme eux... Peut-être le Vlaams Belang, qui l'a pourtant présenté sur ses listes, choisit pour l'instant de cultiver une image plus respectable ?

Mais ce ne sont pas quelques interdictions qui empêcheront le développement des idées d'extrême-droite dangereuses pour toute la population. Le terreau sur lequel poussent ces fruits pourris du capitalisme en crise reste intact. Il continue à être fertilisé par le chômage,

Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

les bas salaires, et par un monde mis à feu et à sang par quelques grands groupes pour enrichir une poignée de capitalistes, alors que l'avenir des jeunes est joué à la Bourse...

Ces courants d'extrême droite continueront à distiller leur poison de la division entre travailleurs.

Mais ils seront balayés par la classe ouvrière, si elle se met en lutte et se donne la perspective du renversement du capitalisme !

8 mars : Pour les droits des femmes !



Voilà plus d'un siècle que des militantes de la II^{ème} Internationale, décidaient de l'organisation, chaque année, d'une journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Pour elles, il était évident que l'émancipation des femmes passe par la lutte contre le capitalisme.

Au terme de toutes ces années, la société capitaliste restant ce qu'elle est, bien des droits restent à conquérir et le combat s'impose aussi pour conserver les droits acquis.

La crise sanitaire a révélé bien des aspects de la surexploitation des femmes. Pendant le confinement, on a trouvé en première ligne très majoritairement des travailleuses : infirmières, aides-soignantes, aides à domicile, caissières, femmes de ménage, accueillantes d'enfants, ouvrières de l'agroalimentaire... Et pourtant, pour un même travail, en moyenne, elles gagnent 25% de moins que les hommes. En plus, 80%

des salariés à temps partiel sont des femmes, soumises au travail du matin tôt, et le soir tard, avec les pires amplitudes d'horaire.

Les femmes ont payé très cher les restrictions de liberté imposées par le gouvernement à l'occasion de la pandémie. Ce sont elles, et tout particulièrement les travailleuses des familles populaires, qui ont dû jongler avec les courses, la préparation des repas, le télétravail ou les horaires variables, les enfants à la maison, le tout dans des logements trop petits et avec des revenus trop bas. Et certaines l'ont payé de violences sexistes qui ont redoublé.

À l'occasion de ce 8 mars 2021, on aura encore l'occasion de voir des femmes descendre dans la rue un peu partout dans le monde pour défendre leurs droits et crier leur colère contre les inégalités et contre toutes les violences faites aux femmes et ainsi montrer leur solidarité avec celles et ceux qui, partout dans le monde, luttent pour défendre leurs droits et faire aboutir leurs revendications !

D'après le journal français Lutte ouvrière du 3 mars 2021

Moyen-Orient : Biden dans les pas de Trump

Jeudi 25 février, le nouveau président américain a ordonné des raids aériens dans le nord de la Syrie, à la frontière avec l'Irak, qui ont tué une vingtaine de personnes. Les dirigeants américains présentent ces tirs contre des milices pro-iraniennes comme une riposte après des attaques menées contre des intérêts américains en Irak.

Dix-huit ans après l'invasion de l'Irak par les troupes américaines, suivie de sa destruction méthodique et de l'instrumentalisation des divisions ethniques et religieuses, l'Irak et la Syrie sont ravagés. Des groupes armés rivaux, soutenus par les puissances régionales comme la Turquie, l'Iran ou l'Arabie saoudite, maintiennent la région dans une violence permanente.

Le premier responsable de ce désastre est l'impérialisme américain. Biden a remplacé Trump mais la

politique des États-Unis et de leurs alliés européens reste la même.

Le profit capitaliste a contaminé leur cerveau

La direction de l'Université d'Anvers a conclu de nouveaux contrats avec la société de nettoyage ISS en proposant une offre 18 % moins chère ! ISS, qui n'est rien d'autre qu'un des premiers prestataires mondiaux de services, prévoit donc de faire faire le même travail mais à horaire, et donc salaires, vacances et pensions, réduits.

La direction de l'Université se justifie ainsi : c'est économiser sur l'enseignement ou sur le nettoyage.

Et pourquoi faudrait-il choisir ? Cette société produit chaque année plus de richesses ! Si on manque de moyens pour les écoles et les universités, c'est que ces richesses s'accumulent entre les mains de quelques capitalistes très riches !

Des usines aux universités, du personnel du nettoyage aux scientifiques qui voient les moyens de la recherche partir vers les banques et les coffres-forts des mastodontes pharmaceutiques et militaires : il est temps pour un grand coup de nettoyage pour nous débarrasser de ce système dément !

Salaires cloués au sol ?



Chez Ryanair, les syndicats annoncent qu'après des mois de « concertation », les 176 pertes d'emplois sont évitées... en échange d'une diminution salariale de 8,3% !

Contre le patronat organisé, il y a mille manières de perdre : son emploi, du salaire, des primes, des pauses... L'histoire de la classe ouvrière montre qu'il n'y a qu'une seule manière de gagner : la lutte collective.

PSA – Douvrin : la direction veut fermer l'usine

Jeudi 25 février, la direction de l'usine PSA a brutalement annoncé que la nouvelle version du moteur EP (hybride essence-électrique) n'allait pas être fabriquée en France, à Douvrin près de Lens dans le Pas-de-Calais, mais dans une usine Opel en Hongrie. La direction condamne ainsi à mort cette usine, car un autre moteur doit être arrêté en 2022.

PSA annonce du jour au lendemain sa décision, et fait semblant d'avoir un plan pour rassurer les travailleurs, en disant qu'une nouvelle usine de batterie va bientôt ouvrir et qu'il y aura du boulot... quel culot ! Cette nouvelle usine, qui bénéficie de 800 millions de subventions publiques, n'emploierait que 250 personnes en 2023 (d'après les promesses officielles), pour s'agrandir pendant 10 ans et peut-être embaucher quelques centaines de travailleurs de plus.

PSA organise sa production en Europe, en essayant d'opposer les travailleurs les uns aux autres. Actuellement, 60 travailleurs d'Opel-Pologne travaillent dans l'usine de Douvrin, obligés de se retrouver à plusieurs milliers de kilomètres de chez eux. En Angleterre, la menace plane sur la fermeture de l'usine Vauxhall et, en Italie, le patron a déclaré que les salariés ne seraient pas assez rentables. Voilà comment PSA considère les travailleurs, comme des pions, quel que soit le pays.

PSA fait beaucoup d'argent sur le dos des travailleurs, épidémie de Covid ou non, le groupe est riche, avec 18 milliards de réserve en cash. Rien que cette année, les actionnaires vont se partager un magot de 2,5 milliards d'euros.

Aujourd'hui, il y a 400 000 travailleurs dans le groupe PSA, et ça peut être la force pour prendre sur les profits et défendre les emplois et les salaires, pour tous !

Brève reprise du site de Lutte ouvrière Nord – Pas-de-Calais



La sordide réalité derrière les fleurons du capitalisme belge

Des entreprises gavées d'aides en tout genre, un personnel féroce exploité, des accidents à répétition, des agriculteurs esclaves de contrats léonins, les riverains victimes des nuisances et de la pollution : tel est le tableau que dresse l'émission Investigation de la RTBF « La frite surgelée, un univers impitoyable » sur l'industrie de la transformation de la pomme de terre.

Mais loin d'être une anomalie due à une croissance excessive et trop rapide, ce que montre à voir ce reportage, c'est le fonctionnement normal du capitalisme dont la seule religion est celle du profit. Et que les patrons et les actionnaires soient flamand, wallon, français ou chinois n'y change rien. La Région wallonne est d'ailleurs actionnaire via la SRIW à hauteur de 20% d'une des quatre entreprises installées en Wallonie.

Derrière les 3 milliards de chiffre d'affaires annuel des entreprises Mydibel, Clarebout, EcoFrost et Lutosa se trouvent quelques familles, comme les Clarebout, Mylle et Hofflack, parmi les plus riches de Belgique. Ces familles ont, en trente ans, multiplié le chiffre d'affaires de leurs entreprises par 10. Une success story faite sur l'exploitation et parfois la vie des travailleurs.

Dans des usines gigantesques aux machines automatisées dernier cri qui, en une heure de temps, transforment

20 tonnes de pommes de terre en frites surgelées, les conditions de travail sont dignes du 19^{ème} siècle. Les sols sont glissants ou jonchés de frites, l'eau s'infiltre par les toits et tombe sur les installations électriques. Et comme la production doit sortir coûte que coûte, les situations dangereuses ne manquent pas.

Entre 2015 et 2019, 2 800 accidents de travail y sont survenus soit 11 % de tous les accidents du travail de l'agro-alimentaire. Des travailleurs ont été gravement brûlés, d'autres ont eu leur main écrasée. Deux travailleurs y ont trouvé la mort. En 2016, une ouvrière intérimaire était emportée par un tapis roulant dans l'usine de Nieuwkerke. En 2017, un travailleur était écrasé par le contrepoids d'un ascenseur à Warneton. Bien que Clarebout ait fait l'objet de 19 enquêtes judiciaires et Mydibel de 8, la plupart des dossiers ont été clôturés sans suite.

Les agriculteurs sont eux aussi mis sous pression. Les contrats les obligent à travailler, quelles que soient les conditions, car ils sont tenus par les délais de livraison et les quantités promises. Si l'agriculteur ne peut pas fournir les tonnes reprises au contrat, les entreprises peuvent acheter les quantités manquantes au frais de l'agriculteur !

Rien n'est laissé au hasard par ces géants de la frite avides de profits, et bien sûr certainement pas la vache à lait que constituent les aides publiques. En la matière Clarebout est champion avec une moisson de pas moins de 26 millions d'euros reçus de la Région wallonne depuis son implantation en Wallonie.

Bref, le capitalisme dans tout ce qu'il a de plus révoltant.

**Suivez-nous
sur Facebook:**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !